

Pour publication immédiate

Also available in English

LES MILLIONS MANQUANTS

*Alors que des organismes communautaires ferment leurs portes,
le gouvernement fédéral cautionne l'érosion constante des fonds fédéraux en VIH :
on a perdu 104 millions \$ dans le financement de la réponse*

TORONTO, 16 avril 2018 – Depuis la clôture du dernier exercice financier, de nombreux organismes de lutte contre le VIH et le sida à travers le Canada sont au bord du gouffre; certains se préparent même à la fermeture définitive. Sur ce tableau de fond, le Réseau juridique canadien VIH/sida publie une importante analyse démontrant la responsabilité du gouvernement fédéral dans l'érosion constante du financement ayant conduit à ce malheureux tournant décisif de l'histoire de la réponse au VIH au Canada.

« Nous demandons au gouvernement Trudeau de restituer les millions de dollars de fonds gelés, détournés ou simplement inutilisés depuis plus d'une décennie dans la réponse canadienne au VIH », a affirmé Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique canadien VIH/sida. « Le gouvernement fédéral doit respecter ses engagements, en particulier lorsque des vies et la santé publique en dépendent. »

En 2003, après un examen de la stratégie fédérale de réponse au sida demeurée longtemps stagnante, le Comité permanent de la santé de la Chambre des Communes a recommandé que le financement fédéral pour répondre à la crise continue du VIH et du sida soit augmenté à 85,5 millions \$ par année. Cette recommandation a été faite à l'unanimité et appuyée par tous les partis. En conséquence, le gouvernement au pouvoir en 2004 a lancé l'*Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida au Canada* et pris l'engagement explicite d'augmenter le financement annuel de cette stratégie à 84,4 millions \$ au plus tard dans l'exercice financier 2008-2009.

Cependant, au cours des années suivantes, ce financement a subi des coupes drastiques – totalisant plus de 104 millions \$ en pertes cumulatives entre 2004 et 2016.

Le Réseau juridique et d'autres acteurs ont souvent signalé que des fonds étaient coupés ou détournés de l'Initiative fédérale, à l'encontre de la recommandation unanime du comité parlementaire et de la promesse explicite du gouvernement fédéral. La législature précédente a causé la majeure partie de l'érosion des fonds – mais des organismes nationaux en VIH ont signalé maintes fois le problème au gouvernement actuel, depuis son élection en 2015. **Or celui-ci ne s'est pas encore engagé à répondre au sous-financement chronique de la stratégie fédérale de réponse au VIH.**

Entre-temps, le programme d'attribution de ce qu'il reste des fonds fédéraux en VIH a été restructuré. Ce processus et ses résultats ont provoqué l'inquiétude à grande échelle dans le secteur du VIH au pays – au point où l'Agence de la santé publique du Canada a finalement reconnu la nécessité d'un examen indépendant, qui vient tout juste de s'amorcer. Il n'y a toutefois encore aucun engagement à rendre les millions manquants du financement.

Avec plus de 2 000 nouvelles infections par année et le nombre croissant de personnes vivant avec le VIH au Canada, l'épidémie n'est clairement pas terminée – et elle affecte de manière disproportionnée des communautés marginalisées comme les hommes gais, les Autochtones et d'autres communautés racisées, les personnes qui consomment des drogues et les personnes incarcérées.

L'érosion du financement se poursuit, nonobstant les engagements pris par le Canada sur la scène internationale à l'égard des efforts de traitement et de prévention du VIH pour atteindre l'objectif mondial de « mettre fin au sida » d'ici 2030.

« Nous ne verrons jamais la fin du sida, au Canada et dans le monde, si la réponse n'est pas financée adéquatement », signale M. Elliott. « Vu les millions de dollars amputés du financement fédéral, plusieurs services et organismes à travers le pays seront forcés de fermer leurs portes ou d'interrompre leurs programmes malgré des besoins évidents. Il est carrément inacceptable qu'alors que des fonds supposément dédiés à la réponse au VIH n'ont pas été versés pendant plusieurs années, des organismes qui offrent des services critiques soient maintenant privés de financement. »

Cette situation ne peut pas continuer. Le VIH n'est pas une chose du passé au Canada. Le temps est venu de restituer les millions manquants. Des vies et la santé publique en dépendent.

Consultez « [Les millions manquants : Arrêter et renverser l'érosion constante des fonds fédéraux en VIH](#) » sur www.aidslaw.ca.

Au sujet du Réseau juridique canadien VIH/sida

Le Réseau juridique canadien VIH/sida (www.aidslaw.ca) fait valoir les droits humains des personnes vivant avec le VIH ou le sida et de celles qui sont à risque ou affectées autrement, au Canada et dans le monde, à l'aide de recherches et d'analyses, d'actions en contentieux et d'autres formes de plaidoyer, d'éducation du public et de mobilisation communautaire.

-30-

Contact :

Joshua Terry

Agent des communications et des campagnes, Réseau juridique canadien VIH/sida

416 595-1666, poste 236

jterry@aidslaw.ca